

actives en Grèce, qui réservent le bénéfice de leurs activités aux seuls grecs : elles dépendent d' « Aube dorée », troisième force politique de Grèce et parti nazi revendiqué...

Laisser la Grèce sombrer, c'est manquer à toute forme de solidarité humaine ! Laisser la Grèce sombrer c'est ouvrir la porte du pouvoir à des forces qui ne sont déjà que trop présentes en Europe !

9) La Grèce accueille plus de migrants que la France !

Comme l'Italie, la Grèce fait face à une nouvelle vague d'arrivée de migrants. Rien qu'au cours du week-end de Pâques, 700 personnes sont arrivées sur les côtes du pays. Sur le premier trimestre 2015, le nombre de personnes arrivant en Grèce par voie maritime a triplé, atteignant plus de 10 000 arrivées, contre un peu moins de 3 000 sur la même période en 2014. Ils sont particulièrement nombreux dans le pays puisque la Grèce accueille la majorité des nouveaux entrants en Europe; à Patras les migrants dorment au milieu des débris... Le bus de Médecins du Monde qui va à leur rencontre, représente leur seul accès aux soins, aux moyens de la survie. C'est pour répondre à cette situation que plusieurs ministres grecs concernés par la question se sont réunis mardi 14 avril avec les garde-côtes grecs pour lancer un plan d'urgence. Le gouvernement grec compte commencer par créer de nouveaux centres d'accueil pour les migrants. La situation géographique de la Grèce l'expose à l'arrivée massive des migrants fuyant les guerres et les misères. Elle se doit de les traiter humainement. Faire porter ce poids économique et social à la seule Grèce contribue à l'enfoncer encore un peu plus dans la crise

10) Grexit ? Grimbo ?

Des échéances financières majeures attendent la Grèce en juillet et août (remboursements d'obligations détenues par la Banque centrale européenne). Athènes n'a pour l'instant pas trouvé d'appui financier d'urgence auprès des Etats-Unis d'Obama ou de la Russie de Poutine. La Grèce vient d'annoncer par ailleurs son intention de devenir membre de la nouvelle banque de développement créée par les BRICS en juillet (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, les cinq pays émergents, qui représentent 40 % de la population mondiale et pèsent près d'un quart du PIB de la planète) comme alternatives à la Banque mondiale et au FMI. Dans le même temps des gestionnaires d'actifs importants (Schroders) se disent convaincus que la Grèce ne sortira pas de la zone euro « en raison d'un changement potentiel de gouvernement ou d'une capitulation devant les exigences de la Troïka » (lettre mensuelle avril). « La sortie de la Grèce de la zone euro affecterait l'économie mondiale ».

Christian Noyer, gouverneur de la banque de France. M.Schäuble, ministre allemand des finances, vient lui de se prononcer favorablement sur la tenue d'un référendum en Grèce sur le maintien de la Grèce dans la zone Euro.... Jacques Sapir, économiste bien connu, détaille comment l'option de la tenue d'un référendum sur la sortie de l'Euro serait inapplicable compte tenu des délais d'organisation où la spéculation monétaire se déchaînerait et menacerait pour le coup des équilibres économiques et financiers globaux. En se référant aux deux néologismes forgés par les économistes de City Group, « Grexit » (*sortie de la Grèce dans des conditions brutales*) et « Grimbo » (*sortie provisoire de la Grèce et mise en place de solutions de contrôles partiels de capitaux pour permettre son retour - avec un autre gouvernement éventuellement*), où en est-on ? « Si la Grèce sort de la zone euro, elle fera défaut sur sa dette de manière bien plus importante, ce qui créera encore plus de tensions politiques. Pour préparer l'avenir il faut solder le passé. La Grèce doit rester dans la zone euro, restructurer sa dette et mettre en place un système fiscal efficace. (...) **Ce n'est pas l'Europe qui souffre de la Grèce, c'est la Grèce qui souffre de l'absence d'un projet européen.** (*Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques*).

Lire tous les articles et les commentaires sur le site

<http://lalterpresse.info/>

Au nom du Collectif 68 en soutien au peuple grec

Dettes publiques grecques : le faux et le vrai...

1) Le contribuable français paye pour les Grecs :

Faux : « Il n'est pas question de transférer le poids de la dette grecque du contribuable grec au contribuable français » (Michel Sapin, ministre de l'économie, le 2 février 2015).

Vrai : La France est engagée sur la Grèce, directement ou par le Fonds européen de stabilité pour 40 milliards d'euros. En cas d'annulation de la dette publique grecque la France ne perdrait que les intérêts des sommes prêtées soit 400 millions d'euros de recettes annuelles, soit 10,5 euros par an et par adulte résidant en France !

Solution : la Banque européenne pourrait également racheter de la dette grecque et l'annuler d'un trait de plume ou la transformer en obligation perpétuelle avec un taux fixe très faible, sans remboursement du capital, ce qu'a proposé la Grèce et que refuse obstinément la Troïka. Ne pas aider la Grèce maintenant c'est manquer à toute forme de solidarité entre pays européens et prendre le risque d'accidents financiers incontrôlables pour toute la zone euro. Payer très peu maintenant pour ne pas risquer de payer beaucoup demain !

2) Les Grecs sont irresponsables : nouvelle version de la cigale et la fourmi....

Faux : « Il serait certainement plus judicieux de (...) de tailler à coups de serpes dans les effectifs d'une bureaucratie pléthorique... » (Geopolintel)

Vrai : Les fonctionnaires représentaient en Grèce 7% de l'emploi total contre 11% en Allemagne et 23% en France (sécurité sociale comprise). Les dépenses publiques de la Grèce représentaient en 2011, 42% du P.I.B contre 45% en Allemagne et 52% en France.

Explication : Le gonflement de la dette grecque résulte essentiellement de la chute d'activité depuis 2010, conséquence directe des exigences financières de la Commission européenne, de la Banque européenne, du FMI et de la hausse des taux d'intérêt consécutifs.

Elle résulte aussi des mesures de réduction des recettes budgétaires dues à la diminution des droits de succession, des taux d'imposition sur le revenu, des mesures d'amnistie fiscale pour les fraudeurs, prises par les gouvernements précédents dès l'entrée de la Grèce dans l'Euro en 2001.

Au total avec des taux d'intérêt « raisonnables » et un simple maintien des recettes publiques la dette grecque aurait été deux fois plus faible en 2007. On rappelle que ces mêmes mécanismes expliquent près de 60% de la dette publique française. **Dettes publiques : mêmes causes, mêmes effets....aujourd'hui la Grèce, demain la France!**

3. Les Grecs ne travaillent pas

Faux : « Selon une opinion bien établie, les Grecs, cigales de l'Europe, se seraient mis dans le pétrin tout seuls en flemmardant au soleil, et les fourmis industrielles allemandes seraient fondées à râler au moment de payer l'addition... » (Bild Zeitung)

Vrai : En ce qui concerne l'Europe des 27, les seuls à les dépasser en heures de travail annuel sont les Polonais avec dix heures de plus par an.

Le populisme néolibéral stigmatise et incite à la haine économique envers les "élites" étatiques, les "privilegiés" du système de l'assistanat social, les opulents Grecs ou Italiens, auxquels il oppose la grande masse des contribuables laborieux et des vertueux des pays du nord.

Nous assistons à une campagne identique en France, essentiellement de la part de l'UMP et du FN.

4) Les Grecs ne payent pas leurs impôts

Faux : Christine Lagarde, directrice du FMI, ne s'était pas gênée à utiliser ce cliché en déclarant, lors d'une interview dans le journal britannique «The Guardian», que «les Grecs devraient commencer par s'entraider mutuellement», en «payant tous leurs impôts».

Vrai : Il est impossible de croire que Christine Lagarde ne connaît pas le mode d'imposition des travailleurs. Le salarié, au secteur privé ou à la fonction publique, ne peut pas échapper au fisc puisqu'il paie ses impôts à la source. L'impôt annuel n'est déjà pas négligeable, mais sur trois ans, il devient carrément insupportable pour une bonne partie de la classe moyenne, celle qui est déjà la plus touchée par l'austérité. Ainsi, une institutrice qui a reçu un appartement en héritage voit quasiment tout son salaire annuel passer dans le paiement de l'impôt sur l'immobilier. Mais ce que le FMI se garde de dire, c'est que ni les armateurs, protégés par une Constitution extrêmement difficile à amender, ni l'Eglise Orthodoxe n'ont été mis à contribution jusqu'à présent.

Pour Transparency International, près de 20 milliards d'euros par an échappent à la Grèce à cause de l'économie parallèle. Le gouvernement grec a intégré cette lutte dans les propositions faites à l'Union européenne... qui les rejette en exigeant qu'elles soient accompagnées de mesures d'austérité pour la population

Les Pays-Bas ont un ministre des Finances qui est en même temps président de l'Eurogroupe, M. Jeroen Dijsselbloem. Il enjoint le gouvernement grec « de mener enfin les réformes nécessaires » et, grand seigneur, assure « qu'il soutiendra le combat des Grecs contre l'évasion fiscale ». Mais le gouvernement néerlandais donne la possibilité à la multinationale canadienne minière « Eldorado » qui exploite trois mines d'or à Hellas (Grèce), a « évacuer » 100 millions d'euros du pays vers une filiale fantôme mais installée légalement... aux Pays-Bas.

5) Les Grecs devraient nous remercier pour les aides déjà apportées

Faux : «La Grèce doit cesser d'être un puits sans fond » (Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, le 12 février 2012).

Vrai : Une étude d'Attac démontre que pour 5 euros empruntés, 1 seul est allé dans les caisses de l'Etat grec. Les prêts d'Etats et des institutions européennes ont servi, pour l'essentiel, à recapitaliser les banques privées grecques ou aux créanciers de l'Etat grec que sont les banques européennes et américaines.

C'est le mécanisme européen de stabilité (MES) qui gère depuis 2012 les prêts aux Etats de l'U.E ; il gère les prêts contractés sur les marchés financiers et se finance lui-même auprès de la BCE à des taux inférieurs à l'inflation ; il affecte ses fonds principalement aux banques privées et l'Etat grec, comme les autres Etats européens, n'a donc pas la main sur les fonds octroyés. En fonction des différentiels de taux entre les taux d'emprunts à la BCE et ceux des titres remboursés par la Grèce, ces remboursements peuvent en fait générer des gains financiers pour les prêteurs !

Les Grecs payent pour des prêts qui ne leur ont pas été versés et qui profitent pour l'essentiel au système financier privé ! Le FMI gagne 2,5 milliards € sur le dos du peuple grec ! Le FMI applique un taux d'intérêt effectif de 3,6% sur ses prêts à la Grèce. C'est beaucoup plus que le taux de 0,9% que l'institution a actuellement besoin pour couvrir ses frais. ***Si ce taux-là avait été appliqué à la Grèce, elle aurait payé 2,5 milliards de moins au FMI... qui n'en serait pas plus pauvre pour autant !***

6) La Grèce doit poursuivre les réformes engagées

« La Grèce est tenue de continuer sur la voie des réformes engagées, sans aucune alternative, quel que soit le résultat du futur scrutin » (Wolfgang Schäuble, le 4 janvier 2014).

Situation actuelle: Après la victoire électorale de Syriza des réformes économiques, sociales et politiques ont été engagées et doivent être poursuivies...mais pas toujours celles voulues par la Troïka et pas au rythme exigé...

Collecter l'impôt par la mise en place d'un système informatisé, mieux le répartir en évitant les sous-déclarations systématiques de certaines catégories (professions libérales par exemple), lutter contre la fraude fiscale par une politique anticorruption systématisée, faire rentrer l'impôt alors que fin 2014 les arriérés de paiement au fisc pesaient près de 40% du PIB...le gouvernement grec s'y est attelé. Réformer le marché du travail et le flexibiliser par le recours au temps partiel, le raccourcissement des préavis de licenciement, la possibilité de dérogation aux éventuelles aux conventions collectives ont amené le Parlement européen à qualifier ce nouveau marché du travail grec « d'un des plus flexibles de l'UE ». La réforme territoriale a, elle, été réalisée par un regroupement des communes en 1990 et des fusions importantes ont ramené un millier de municipalités à 325, la réforme de 2010 ayant en outre supprimé l'équivalent des départements au profit de la création de treize régions. Même si la Grèce reste très mal classée dans les indicateurs de la Banque mondiale et de Transparency International pour la facilité à y faire des affaires en raison des lourdeurs de la gestion publique et de la corruption, des progrès significatifs ont été réalisés, à l'aune des demandes mêmes de la Troïka.

Du temps pour la Grèce ! Il ne faut pas étouffer la Grèce ! Ce qui est imposé au peuple grec, le sera, tôt ou tard, à tous les autres peuples européens !

7) L'Union européenne et la zone Euro ont été trop patients avec la Grèce

"Il faut vraiment, maintenant, et il n'y a pas de temps à perdre, que le gouvernement grec produise les réformes qu'on lui demande", Pierre Moscovici, commissaire chargé de l'Economie et des Finances

Réalité : Non, et il est évident que l'Europe bien pensante ne veut pas d'un accord avec le gouvernement grec. Elle veut une capitulation en rase campagne, une soumission pour l'exemple. Elle veut la poursuite d'un programme de privatisations pour des activités stratégiques (ports, sites géographiques richesses naturelles...) qui signifierait la disparition d'un pays en tant que tel et un marché du travail sans contraintes ni règles. Le maintien de privilèges considérables pour certains groupes sociaux, comme l'équilibre social et politique de la Grèce, lui importent peu. Elle veut faire du « cas grec » un exemple pour tous les Etats européens et leurs peuples.

De ces Grecs qui osent s'engager, démocratiquement, dans un rejet de l'austérité, de l'orthodoxie ultra-libérale, du diktat des créanciers internationaux et européens, cette Grèce qui veut privilégier sa souveraineté nationale, cohésion sociale et économique, un partage des richesses, la réforme de l'Etat au service de ses citoyens.

Aider la Grèce à retrouver sa souveraineté démocratique c'est aider notre pays, c'est nous aider nous-même ! Exiger un audit citoyen de la dette publique en Grèce (en France aussi) c'est rétablir ce qui est dette légitime et doit être honoré et ce qui ne l'est pas ! « Ce qui importe pour Berlin comme pour Bruxelles, c'est avant tout de dissimuler cette stratégie du « noeud coulant » où l'on laisse le patient grec s'asphyxier de plus en plus jusqu'à ce qu'il accorde tout ce qu'on lui demande » *La Tribune, 24.03.2015*

8) L'austérité, ce n'est pas la mort !

« Les réformes pouvant être à court terme coûteuses socialement et ne produire leurs effets favorables qu'à deux ou trois ans (...) La baisse significative des charges sociales sur les bas salaires couplée à une hausse de la TVA peut avoir cet effet. » Olivier Klein, professeur d'économie et de finance à HEC, dans le Monde 20.03.2014.

L'austérité, vrai terme pour désigner les « réformes structurelles », ne serait donc pas la mort ! Si, justement... !. Pour l'O.N.G « Médecins du monde » (*M.d.M*) **les plans financiers imposés à la Grèce et leur cortège de plans d'austérité oublient les conséquences humaines, en particulier pour les plus démunis.** A l'hôpital public, un forfait de 5 euros à la charge des patients est pour chaque consultation. « Les médecins demandent aux patients d'acheter eux-mêmes pansements, seringues et gazes parce que certains hôpitaux sont en rupture de stocks » (*Nathalie Simonnot, adjointe au secrétaire général du réseau international de Médecins du Monde*). **« Les familles les plus précaires n'arrivent plus à faire face et nous avons identifié des cas de sous-nutrition »** (*Un médecin bénévole de la polyclinique de Perama, au nord d'Athènes*). Mais d'autres structures caritatives sont